

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN^s : 3^{ème}

DATE : 10/06/2016

A MA

ou

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **0029**

NOTE

15 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

COMPOSITION DE DROIT PUBLIC

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

* Rayer la mention inutile

1) Avantages et inconvénients des primaires dans un pays comme la France

A l'heure où D. Trump et H. Clinton sont devenus les candidats des deux grands partis aux prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis,

s'installe lentement un processus de primaire au sein des grands partis politiques nationaux dans le but, sur le modèle américain, de désigner les candidats à l'élection présidentielle. Cette élection avant l'élection devient progressivement une coutume. Cependant est-ce un progrès pour la démocratie française ?

L'élection présidentielle est le rendez-vous le plus important de notre calendrier électoral depuis la réforme constitutionnelle de 1962. La désignation au sein des deux grands partis du candidat qui va être désigné pour se présenter est une étape importante du processus dont l'aboutissement est l'élection du Président de la République. Tenir une primaire au sein du parti permet d'organiser un débat d'idées et la prise en compte des aspirations des citoyens. En toute logique le candidat gagnant des primaires est celui dont le programme est le plus en phase avec les aspirations des votants. C'est un progrès sensible par rapport à des tractations et des luttes de pouvoir interne sans légitimité politique.

De plus l'élection permet de dessiner des tendances au sein d'un parti. Un candidat perdant mais bénéficiant d'un soutien populaire non négligeable va être légitime pour tenter

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

d'influer sur la politique du futur président ou son programme de campagne tout au moins.

Cependant il n'en reste pas moins vrai que ce progrès démocratique certain donnant une plus grande liberté à l'élection n'entraîne pas quelques désavantages.

D'un part une minorité d'électeurs sont de facto les arbitres d'un scrutin à l'importance nationale. Il est donc nécessaire pour légitimer le processus d'essayer le plus grand nombre d'électeurs possible à voter.
d'inciter

D'autre part la primaire se tient avant la campagne officielle. Elle allonge donc la période pendant laquelle les hommes politiques se consacrent à leur réélection et non à leur fonctions électives quand ils en ont.

Finalement, la couverture médiatique que reçoit la primaire avantage les grands partis en augmentant la visibilité des candidats appartenant à ces partis.

Il n'en reste pas moins vrai que ce procédé de désignation qui semble rentrer dans les moeurs françaises devrait améliorer le processus démocratique et constituer ainsi une avancée certaine.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

2) l'indépendance et l'impartialité des magistrats

dans un article du Monde

Il y a quelques semaines seulement Bertrand Loeuvel, Premier Président de la Cour de cassation expliquait la nécessité de reformer l'organisation judiciaire française, la principale question portant sur l'indépendance des magistrats du parquet. Ces magistrats n'ont pas selon la Cour européenne des droits de l'homme le degré d'indépendance nécessaire pour être qualifiés de magistrat au sens de la Convention (CEDH Moulin c. France 2010). L'indépendance se définit en effet comme la non subordination à un pouvoir politique. Elle relève d'un critère d'organisation des institutions. L'impartialité est elle la liberté du magistrat par rapport à des facteurs personnels. La justice française a-t-elle besoin pour accomplir les missions qui lui sont données d'une plus grande liberté?

I Une liberté déjà consacrée

L'impartialité des magistrats est assurée par une double garantie. Il est en effet possible pour un juge qui se rend compte qu'il ne peut juger une affaire en toute impartialité de se déporter. Un autre juge est alors désigné pour le remplacer. De plus les parties ont elles aussi le pouvoir de demander à ce que leur cause soit entendue par un autre juge s'il existe des éléments concrets qui peuvent mettre en cause l'impartialité du magistrat.

De plus un justiciable qui est confronté à un juge qui ne respecte pas son devoir d'impartialité peut saisir le Conseil

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

supérieur de la magistrature pour se plaindre de son comportement.

L'indépendance des magistrats est quant à elle garantie pour les juges du siège. Ils disposent d'une prérogative constitutionnelle d'inamovibilité. De plus leur nomination se fait sur avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Pour les postes les plus importants le CSM est également à l'origine des propositions de nominations. Pour les membres du parquet la situation est plus complexe.

II Une indépendance difficilement perfectible

Les magistrats du parquet dépendent hiérarchiquement du Garde des sceaux. En effet ils sont chargés de conduire la politique pénale du Gouvernement. Dans un souci d'indépendance les instructions individuelles de poursuites sont interdites depuis 2013. Il n'en reste pas moins que leur carrière dépend de décisions prises à la Chancellerie ce qui peut créer une dépendance ou tout au moins une apparence de dépendance. La solution pour garantir l'indépendance du parquet qui se doit de rendre des comptes à un organe ~~politique~~ politique élu par les citoyens serait de créer un procureur général qui serait chargé de conduire la politique pénale et rendrait des comptes au Parlement. Cette solution semble difficilement applicable politiquement dans un pays qui se méfie encore de ses juges.

En redéfinissant les compétences du juge judiciaire et du juge administratif, dans le domaine de l'organisation judiciaire issues de la jurisprudence (TC 1952 Préfet de Guyane), une plus grande indépendance pourrait être donnée aux magistrats en permettant au CSM de régler les litiges propres à l'organisation judiciaire. De plus les moyens et compétences du CSM pourraient être renforcées pour lui permettre effectivement de gérer les carrières de tous les magistrats du siège dans l'attente d'une réforme plus ambitieuse.

3) la révision constitutionnelle selon la constitution du 4 octobre 1958

La V^{ème} République existe depuis 1958. Elle a traversé de nombreuses crises et a assisté à des évolutions majeures de la société. Elle doit peut-être sa survie aux différentes réformes constitutionnelles, plus de vingt à ce jour, qui ont permis d'adapter l'organisation des pouvoirs publics.

Le mécanisme de réforme constitutionnel est défini à l'article 89. Cependant le général de Gaulle a plusieurs fois utilisé l'article 11 du référendum dans l'optique d'une modification de la constitution. Cette pratique peu respectueuse de l'esprit de la Constitution n'a pas été reprise par les présidents suivants.

La réforme de la Constitution passe par une proposition du Parlement ou une initiative du Premier ministre qui propose un projet au Président.

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°

2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Le texte de loi doit ensuite être voté dans une forme identique par les deux chambres. Une fois cette étape accomplie le texte est ensuite proposé au français par un référendum. Cependant il peut également être adopté par le Parlement réuni en Congrès s'il est accepté aux trois cinquièmes. La majorité des réformes se sont faites selon ce processus, le référendum étant plus risqué politiquement.

Les grandes réformes de la Constitution sont les suivantes. À partir de 1962, le Président de la République est élu au suffrage universel. Cela va transformer le rôle du Président d'arbitre à celui de capitaine en l'absence de cohabitation. Dans la logique de cette évolution son mandat va être réduit à 5 ans par la réforme de 2000. Le Conseil constitutionnel a vu également son rôle évoluer. En particulier suite à la réforme de 1974 qui permet sa saisine par 60 députés ou sénateurs. C'est à dire les membres de l'opposition parlementaire. Mais aussi en 2008 avec l'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité.

Cette réforme de 2008 est peut-être l'une des plus importantes quantitativement. Elle modifie la moitié des articles de la Constitution en tant qu'en particulier de rééquilibrer les pouvoirs entre l'exécutif et le parlement.

La seule disposition de la Constitution qui ne puisse faire l'objet d'une révision est l'alinéa 3 de l'article 89. Il assure la forme républicaine de notre organisation politique.

1